

## ***Transition écologique : un chemin d'espérance et de combats***

Sylvain Waserman\*

Il y a, dans une époque et dans une vie, quelques causes qui valent que l'on s'y consacre et quelques combats qui valent d'être menés. On les choisit par raison, on les mène par conviction, on s'y engage par envie de se sentir utile ou par sens du devoir. La cause de la transition écologique a ceci d'unique qu'elle regroupe tout cela, qu'elle nous concerne tous et pour longtemps, et qu'elle remet en cause profondément notre rapport au monde. Le tout est de savoir si, entre le fatalisme du cataclysme annoncé et l'illusion d'un futur idyllique, nous pouvons tracer un nouveau chemin. Je voudrais, par mon ouvrage *Transition écologique : un chemin d'espérance et de combats*, partager ma conviction que ce chemin est à notre portée et que les combats à mener valent d'être entrepris [Waserman, 2026]. Mais pour cela il faut probablement changer d'abord les termes du débat.

Il est temps de porter un autre regard sur la transition écologique : elle trace la voie de la souveraineté et de la protection. La voie de la souveraineté d'abord. Regardons la réalité en face avec lucidité : les énergies fossiles, qui représentent 60 % de notre mix énergétique, sont le moteur d'une dépendance structurelle de nos modes de vie et de nos sociétés européennes, et à ce titre elles nous rendent vulnérables. L'an dernier, la France a dépensé environ 67 milliards d'euros pour importer son pétrole et son gaz — une hémorragie financière plus lourde encore que les intérêts de notre dette nationale. Dépendre de ces ressources et de leurs prix incontrôlables nous vassalise auprès de pays qui ne nous veulent pas que du bien, dans un monde anxigène qui perd ses repères, et nous mène dans une impasse.

C'est dire que la transition énergétique, qui consiste à réduire nos consommations et à substituer aux fossiles des ressources locales et décarbonées, est une façon de sortir de cette impasse. À chaque fois que nous remplaçons du gaz importé par de la géothermie ou de la biomasse locale, à chaque fois que nous électrifions un processus industriel, à chaque fois que nous recyclons nos matières premières au lieu de les extraire à l'autre bout du monde, nous réinternalisons un peu de ces 67 milliards d'euros et nous reprenons un peu plus la main sur notre souveraineté et donc sur notre destin. La géopolitique d'un monde décarboné sera fondamentalement différente, reposant sur une capacité à produire de l'énergie renouvelable, électrique ou thermique, et du nucléaire. C'est la voie de la souveraineté donc, mais aussi celle de la protection. Protection de notre environnement bien entendu, du climat, de la qualité de l'air et de l'eau, mais aussi protection du pouvoir d'achat. Car les variations incontrôlables des prix sur les marchés mondiaux des fossiles peuvent mettre à genoux notre économie, nos entreprises, et faire exploser les charges des familles les plus précaires dans leur logement social. Lorsqu'un élu construit un réseau de chaleur renouvelable, avec des énergies locales et souveraines comme la géothermie ou la récupération de chaleur fatale, il protège ainsi ses habitants et les entreprises qui s'y raccordent avec des prix stables, et durablement inférieurs à ceux du gaz. La transition écologique doit donc être considérée comme notre meilleur atout pour retrouver notre souveraineté et mieux protéger notre environnement, mais aussi nos emplois et notre pouvoir d'achat.

\* ADEME.

## Transition écologique : un chemin d'espérance et de combats

Mais il faut aussi appréhender la transition écologique à sa juste dimension : elle n'est pas un simple ajustement ou une substitution d'une énergie par une autre. Cette transformation percutante également notre pacte social et pose des questions qui nécessitent un véritable débat de société ; elle mène parfois à des confrontations d'opinions et de façons de considérer son rapport aux autres. Car tous les changements que nécessite la transition écologique interrogent voire percutent notre pacte social. Par exemple : le niveau de solidarité collective face aux investissements requis. Est-il légitime que nos impôts paient la rénovation des passoires thermiques d'un logement social ? Et quid de cofinancer avec de l'argent public la décarbonation d'une entreprise qui fait du profit et remonte des dividendes ? Elle interroge aussi le rapport de l'individu au collectif : quels efforts suis-je prêt à faire et quels renoncements suis-je prêt à consentir pour la planète et le climat de 2050 ? Elle pose enfin le sujet de la contrainte réglementaire et de nos libertés individuelles et des conflits de libertés individuelles entre elles : par exemple, les zones à faibles émissions sont-elles des entraves au droit de circuler ou des garanties du droit de respirer un air pur ? Toutes ces questions forgent un débat citoyen nécessaire et sain dont nous ne pouvons et ne devons pas faire l'économie. C'est de ce débat, mais aussi de la conscience de l'urgence climatique et de la nécessité du changement, que naîtront de nouvelles formes salvatrices d'engagement citoyen. C'est essentiel pour réinventer nos modèles démocratiques et pour que les citoyens prennent toute leur place dans l'équation environnementale. Nous sommes en capacité d'imaginer ces nouveaux modèles de société car je crois que l'humanité a une capacité à imaginer son futur bien supérieure à son indifférence à le voir être détruit. Ce n'est pas tant que le monde serait idéal si nous parvenions à résoudre le dérèglement climatique : c'est plutôt que nous réalisons de plus en plus ce que sera le monde si nous n'y parvenons pas.

De mes trois années à agir au quotidien en tant que président de l'ADEME, à parcourir nos territoires et à constater la force d'innovation de nos entrepreneurs et de nos élus locaux, à dialoguer

avec des citoyens engagés ou pas, convaincus ou pas, j'ai nourri une nouvelle espérance. Celle que nous parviendrons à trouver un chemin pour réussir la transition écologique. Elle s'appuie sur huit thèses, raisonnées et raisonnables, qui forgent mes convictions et fondent cette espérance.

La première thèse est peu médiatique mais fondamentale : nous sommes entrés dans une nouvelle ère, qui nous fait passer du temps des discours et des déclarations au temps des objectifs chiffrés, des indicateurs et des résultats mesurables. Grâce à la planification écologique, nous disposons désormais d'un véritable cockpit de pilotage rigoureux, segmentant les efforts par secteur : industrie, bâtiment, transports... C'était une condition de la réussite, aujourd'hui remplie. Elle permet de mesurer notamment l'efficacité carbone de l'euro investi, c'est-à-dire combien de tonnes de carbone chaque million d'euros investi permet d'éviter. Cette approche permet de hiérarchiser les priorités et de sortir l'écologie de l'incantation pour la placer dans le champ de la performance réelle et la piloter.

Cette transition écologique que nous pouvons désormais mesurer se repense au plus près des territoires. L'échelon local n'est pas le simple maillon d'une exécution décidée à Paris, mais le lieu même de l'innovation et de la fertilisation croisée entre élus, entrepreneurs et citoyens. C'est sur le terrain qu'émergent les solutions les plus innovantes : récupérer la chaleur fatale d'une usine pour chauffer des logements, développer une logique de circuits courts entre les agriculteurs et les élus pour les cantines scolaires et biométhaniser localement leurs déchets, inventer des matériaux biosourcés locaux, imaginer des modèles d'autoconsommation verte ou encore repenser la nature en ville pour lutter contre les canicules. La transition sera territoriale ou ne sera pas, car elle est avant tout constituée d'une somme de projets concrets ancrés localement. Le territoire est l'échelon de l'acceptabilité démocratique, car c'est là que l'on transforme le refus de voir un projet s'installer près de chez soi en une appropriation citoyenne par le dialogue et l'intérêt collectif. On a beau décider à Paris de tous les cadres législatifs que l'on veut, c'est

bien sur le territoire que chaque projet naîtra ou pas, réussira ou échouera. L'enjeu majeur est alors celui de l'essaimage : identifier les réussites territoriales pour les généraliser massivement à l'échelle globale. Nos territoires, avec l'essaimage, peuvent devenir ainsi l'échelon de l'innovation qui, en passant à l'échelle, forgera notre réussite.

De plus, la sobriété — c'est-à-dire une approche différente de l'acte d'achat avec le juste niveau de réponse au besoin légitime — prend peu à peu sa place dans le débat public. Alors que 55 % de l'empreinte carbone d'un Français dépend de ses achats, il est nécessaire et légitime de repenser notre respect des ressources, notre juste besoin et l'intelligence de l'usage. Les économies d'énergie ont été la première forme de sobriété créative brandie comme un étendard («on n'a pas de pétrole mais on a des idées») et la plus récente fut la campagne publicitaire des «dévendeurs» (campagne de l'État opérée par l'ADEME qui a suscité polémiques et débats avec plus de 450 articles de presse sur le sujet). En quelques années, les questions citoyennes sur la consommation se sont multipliées et le débat citoyen s'est enrichi : sur la *fast fashion* et ses impacts dévastateurs, sur l'obsolescence programmée et la réparabilité, sur les bonus écologiques et sur l'affichage environnemental. Le débat a très significativement progressé, faisant de ce sujet parfois tabou une question de société. La conscience des nécessaires économies de matière et de carbone nous amène à repenser nos flux économiques, à augmenter l'intensité d'usage des matières premières que l'on extrait en développant le réemploi ou la réutilisation, ou à généraliser le recyclage. Le monde économique s'en empare : il change de visage plus rapidement qu'on ne le croit et constitue un moteur fort du changement. Car pour les entreprises, la décarbonation est passée d'un sujet de communication à un enjeu stratégique voire existentiel ; les entreprises voient dans leur transition une façon de s'affranchir de leur vulnérabilité aux énergies fossiles d'une part et d'imaginer de nouveaux axes de différenciation et de leviers de croissance durable d'autre part.

Les solutions technologiques, quant à elles, avancent, mais l'on ne peut se reposer sur

l'hypothèse d'avancées technologiques supposées pour éviter d'agir. L'innovation technologique et l'intelligence artificielle (IA) en particulier ouvrent ainsi des perspectives nouvelles. Le numérique et l'IA peuvent devenir incontrôlables par leur consommation croissante de ressources : il serait absurde de s'y opposer mais irresponsable de ne pas se soucier de leurs impacts. L'intelligence artificielle permet pourtant des ruptures et des micro-optimisations révolutionnaires, par exemple pour la gestion intelligente des réseaux électriques via l'effacement de consommation lors des pics de tension. L'IA peut même transformer radicalement nos modèles économiques, comme ce vendeur de produits phytosanitaires qui utilise désormais l'IA pour garantir des «hectares de blé en bonne santé» plutôt que de vendre des volumes de produits, réduisant ainsi leur usage de 20 %. Cette capacité à passer de la vente d'un produit à la garantie d'un résultat (que l'on appelle parfois économie de la fonctionnalité et de la coopération) est une rupture : un nouveau modèle qui sort de la linéarité traditionnelle de l'économie (extraire, produire, vendre des produits, jeter) et réconcilie la valeur ajoutée pour le client, l'efficacité économique pour l'entreprise et la préservation de nos ressources.

Enfin, l'engagement citoyen reste le moteur indispensable et déterminant. Ce souffle ne viendra pas de l'État seul, car les modèles démocratiques actuels ne suffiront pas pour réussir l'ampleur des changements requis. Le salut ne peut venir que d'un mouvement citoyen profond, que les élus les plus visionnaires sauront susciter, catalyser, encourager et accompagner. D'une volonté de chacun de prendre sa part. La transition écologique dessine ainsi une nouvelle philosophie citoyenne de l'engagement faite de lucidité, de respect et de volonté d'agir. La lucidité consiste à regarder la science en face, sans dogmatisme, en acceptant ses conclusions, et à en tirer les nécessaires conséquences. Le respect engage notre rapport aux autres et au monde, et affirme que notre pacte commun qui fait société doit évoluer. La volonté d'agir consacre la primauté de l'acte sur l'inaction, car le coût et l'effort collectif d'agir seront inférieurs à ceux de

l'inaction, et que l'inaction des uns ne peut être l'alibi de sa propre inaction.

Ces thèses, qui forgent l'espérance que l'on peut raisonnablement nourrir, n'occulent pourtant pas les combats qu'il nous faut mener pour réussir. Car pour qui s'engage dans la transition écologique, chaque jour est un combat. La puissance des modèles en place, fondés encore majoritairement sur les fossiles, est redoutable et les attaques contre la transition écologique et le changement de société qu'elle requiert sont aujourd'hui quotidiennes.

Mon ouvrage est un message d'action, de mobilisation et d'espoir. Tout au long de cet essai, la jeune Chloé est le fil d'Ariane. Elle nous raconte, en 2038, comment nos sociétés françaises et européennes ont finalement réussi à basculer du bon côté de la transition, contre toute attente. Son récit nous rappelle qu'en dépit des doutes et des fractures, la volonté citoyenne peut changer le monde. Rien n'est acquis, mais le pire n'est pas certain. Ce chemin d'espérance nous appartient. La possibilité même de l'existence de ce chemin nous oblige, et il nous incombe, par nos décisions individuelles et nos choix collectifs, de donner vie à cet avenir plutôt que de le subir. Car nous le savons, jamais aucun défi de cette ampleur n'a été relevé les bras baissés. À chacun d'entre nous, donc, de prendre ce chemin d'espérance et de combats.

### RÉFÉRENCE

Waserman Sylvain, 2026. *Transition écologique : un chemin d'espérance et de combats*, éd. Terre à terres.

### BIOGRAPHIE

À 58 ans, **SYLVAIN WASERMAN** est diplômé de Télécom Sud Paris (1995), du Theseus International Management Institute (1997) et de l'ENA (2008). Il débute sa carrière en tant qu'ingénieur dans les télécommunications avant de devenir directeur général du réseau GDS-Gaz de Strasbourg en 2009. Pendant dix ans, il est maire de Quatzenheim. De 2017 à 2022, il est élu député de Strasbourg et occupe le poste de vice-président de l'Assemblée nationale. À la fin de son mandat, il se lance dans le conseil en transition écologique pour les entreprises en fondant son propre cabinet qu'il quitte en juillet 2023 pour devenir PDG de l'ADEME.